

Avant-propos

Christophe Degryse

Sur la scène internationale, l'année 2008 a vu s'accélérer dramatiquement, et jusqu'à la rupture, les tendances économiques observées dans notre précédent Bilan social. Après avoir connu un début d'année très mouvementé (augmentation des prix de l'énergie et des matières premières, crise alimentaire mondiale, émeutes de la faim – lire l'article d'Olivier De Schutter), c'est la crise du capitalisme financier qui s'est accélérée à l'automne avec la faillite de la banque américaine Lehman Brothers et le sauvetage public de grandes institutions bancaires et financières tant aux États-Unis qu'en Europe (lire l'article de Jacques Sapir). Par effet domino, c'est progressivement toute l'économie mondiale « réelle » qui sombre. L'hiver 2008-2009 s'ouvre sur un champ de ruines. Tous les indicateurs sont au rouge : les perspectives de croissance sont fortement revues à la baisse et les traditionnelles « locomotives » entrent en récession, les déficits publics explosent, la déflation menace, les exportations chutent, des pans entiers de l'industrie sont au bord de la faillite (lire l'article de Patrick Loire et Jean-Jacques Paris), les destructions d'emplois se multiplient.

Ne revenons pas sur les causes de cette crise, amplement analysées dans notre précédent Bilan social de l'Union européenne (2007)¹. Le principal point de rupture en 2008 ne nous semble en effet pas se trouver dans la nature de la crise, prévue et étudiée avant même sa survenance par de nombreux experts, mais bien dans la nature de la réponse politique à cette crise, dans son volet social, tant en amont qu'en aval, et dans ses implications sur l'agenda du développement durable et de la lutte contre le changement climatique.

1. Y lire en particulier la contribution de Pierre Defraigne « L'Europe et la nécessaire régulation du capital ».

De quelques aspects politiques de la crise

En 2008, ce qui change fondamentalement, c'est le rôle de l'État et de la régulation publique. Un rôle que, tout au long de l'année, les gouvernements occidentaux ont affirmé les uns après les autres. De la nationalisation partielle des établissements financiers britanniques annoncée par Londres en octobre, à la création par Madrid d'un fonds spécial destiné à « soutenir le financement du système financier », en passant par les gigantesques plans de sauvetage financiers et industriels aux États-Unis, en France, en Allemagne, etc. tous les gouvernements ont décidé de (re)mettre les mains dans le cambouis.

Ces interventions publiques urgentes dans l'économie se sont doublées d'une intense activité politique – nationale et européenne – pour « réguler » le système, améliorer sa gouvernance et sa transparence, pour encadrer les fonds spéculatifs, réviser les règles sur les exigences en capital pour les banques, revoir le fonctionnement des agences de notation, garantir les dépôts bancaires des particuliers, mais aussi, dans certains pays du moins, pour encadrer les rémunérations patronales, limiter voire supprimer les parachutes dorés. Dans le *Financial Times*, le chroniqueur économique Martin Wolf en arrive à louer « le génie – très britannique – de Keynes », et à tirer les leçons de l'inefficacité des marchés, en soulignant au passage que « plus personne ne croit non plus aux vertus des politiques monétaristes défendues par (...) Milton Friedman »². Là se trouve le basculement idéologique majeur de l'année 2008, et sans doute des trois ou quatre dernières décennies.

Mais ce basculement rapide n'a bien sûr pas encore produit tous ses effets, et la Commission européenne semble s'être trouvée soudain en porte-à-faux dans ce nouveau contexte. Celle-ci – dont l'une des missions est de lutter contre les aides d'État et les distorsions de concurrence –, a dû se transformer en virtuose de la casuistique pour donner son aval aux plans de sauvetage et autres aides d'État, sans y voir ni distorsion de concurrence ni aides publiques à canards boiteux³. Ce qui fait dire à

2. « Keynes offers us the best way to think about the financial crisis », *Financial Times*, 23 décembre 2008.

3. « La politique de la concurrence contribue de manière essentielle à coordonner les réactions, tout en ménageant la possibilité pour les États membres d'intervenir en cas de besoin en fonction des conditions qui leur sont propres », Communication de la Commission, « De la

certains économistes tels Elie Cohen⁴ que désormais « on se moque des règles habituelles » de concurrence. De même, la Commission est entrée, mais à reculons, dans le débat sur les risques systémiques des fonds spéculatifs (*hedge funds*), et la nécessité d'une « initiative réglementaire appropriée » au niveau européen, le Commissaire McCreevy continuant de freiner des quatre fers.

En outre, les plans de relance de l'économie présentés par les États membres de l'UE annoncent le creusement d'importants déficits publics et l'augmentation des dettes publiques qui, en temps normal, auraient été la cible des institutions communautaires au nom du Pacte de stabilité et de croissance. Certes, dit-on, cette évolution est « temporaire » et répond à un contexte exceptionnel. Il n'en demeure pas moins que 2008 a mis au jour une flexibilité de règles généralement présentées comme imprescriptibles. Aussi, des notions telles que *too big to fail* ont éclairé d'une étrange lumière l'orthodoxie de la concurrence pure et parfaite. Au final, c'est une bonne partie de l'édifice théorique relatif à la politique économique qui semble ébranlée par la crise.

De quelques aspects sociaux de la crise

À partir de l'automne 2008, les aspects sociaux de la crise financière et économique ont commencé à faire débat. On a pu lire, voir ou entendre les interviews des premiers *traders* licenciés de la City ou de Wall Street. La crise s'étendant à l'économie réelle, ce sont ensuite les témoignages de chômage économique, les carnets de commandes vides, puis les faillites et les licenciements qui ont pris le pas. Toutes ces conséquences en aval seront, selon les prévisions, désastreuses en 2009.

Il faut toutefois mettre l'accent sur un aspect particulier, en amont de la crise des *subprime*, souvent occulté par la plupart des observateurs : la crise des modes de répartition. Deux rapports publiés en octobre 2008,

crise financière à la reprise : un cadre d'action européen », COM (2008) 706 final du 29 octobre 2008. Dans son interprétation, la Commission est « sauvée » par l'article 87, paragraphe 3, point b), du traité CE, qui autorise les aides d'État destinées « à remédier à une perturbation grave de l'économie d'un État membre ».

4. Directeur de recherche au CNRS (France), dans *Le Monde* du 19 novembre 2008.

l'un de l'OIT l'autre de l'OCDE⁵, montrent que dans le monde, les inégalités salariales se renforcent depuis plus de vingt ans, la pauvreté augmente, et l'on assiste à un recul notoire de la part des salaires dans la valeur ajoutée. Alors que les hauts salaires augmentent, ceux de la classe moyenne stagnent, voire diminuent. Aux États-Unis, cette évolution est particulièrement marquée depuis l'ère Reagan, où les politiques de restriction salariale ont conduit à l'émergence d'un grand nombre de travailleurs pauvres. Or, il existe un lien entre cet appauvrissement et la multiplication des produits financiers « toxiques », c'est-à-dire, fondamentalement, des produits dont la solvabilité du débiteur final se détériore (lire la contribution de Jacques Sapir dans ce volume).

Dans l'avalanche d'analyses financières tout au long de l'année, cet aspect social en amont n'a été que très peu débattu sur le plan politique. Or si l'on admet que la crise financière, et aujourd'hui économique, plonge ses racines dans une crise de l'emploi et des modes de répartition, il faut en conséquence en adapter les réponses politiques. La régulation, la transparence et le contrôle des institutions financières doivent certes être renforcés, mais ce faisant, on ne s'attaque qu'aux problèmes techniques et de fonctionnement, et non aux déséquilibres sociaux qui ont contribué à rendre cette crise possible (en plus, bien sûr, d'une série d'autres facteurs). Posons-nous la question : le jour où les banques seront parfaitement transparentes et contrôlées, octroieront-elles des emprunts hypothécaires aux familles des travailleurs pauvres qui ont besoin de se loger ? Si la réponse est « non » (parce que trop risqué), cela voudra dire que le sauvetage des banques se sera fait au prix de l'abandon pur et simple des travailleurs au bas de l'échelle sociale, qui ne pourront plus compter ni sur leur salaire, ni sur l'emprunt pour se loger. Faut-il dès lors que la réponse soit « oui » ? En réalité, il faut surtout que la réponse politique fasse en sorte qu'il n'y ait plus de travailleurs pauvres. Que chacun, par son travail et par la protection sociale, puisse disposer de ressources suffisantes pour se loger, se nourrir, se soigner. Que ce simple énoncé doive encore être souligné au XXI^e siècle montre à quel point est urgente la sortie des 30 ou 40 dernières années d'ultralibéralisme.

5. « Croissance et inégalités », rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques, 21 octobre 2008 (www.oecd.org/els/social/inegalite) et « Rapport sur le travail dans le monde 2008 » de l'Organisation internationale du travail, 16 octobre 2008 (www.ilo.org).

Mais vers quelle sortie s'orienté-t-on ? Qu'en janvier 2009, le très libéral *Financial Times* ose un éditorial intitulé « Réinventer la gauche européenne » montre à quel point les repères politiques sont désormais brouillés⁶. En somme, à l'en croire, toutes les revendications traditionnelles de la gauche européenne (investissements publics, plans de relance, soutien à l'emploi, etc.) sont aujourd'hui utilisées par les libéraux et conservateurs pour sortir l'économie de la profonde crise dans laquelle le capitalisme financier l'a plongée. En réalisant ces revendications, la droite laisse paradoxalement la gauche bien affaiblie – voir par exemple la situation en France après la « super-présidence européenne » de M. Sarkozy au second semestre 2008. En effet, presque tous les « vieux slogans » de gauche sont désormais repris en chœur par les dirigeants européens, y compris libéraux : lutte contre la spéculation financière, régulation des marchés, politiques keynésiennes et renforcement du rôle de l'État dans l'économie, baisse des taux d'intérêt, lutte contre les paradis fiscaux, défense du pouvoir d'achat des ménages, encadrement des rémunérations patronales excessives et des parachutes dorés... En somme, le « programme » de la gauche serait en train d'être réalisé par une droite qui n'a pourtant eu de cesse de vanter les mérites du capitalisme le plus dérégulé, et affirme aujourd'hui vouloir passer du laisser-faire à l'encadrement et la coopération. À voir. D'autant que le but est moins d'améliorer la situation des travailleurs pauvres, des précaires, des exclus, des familles actives (*working families*), des pensionnés, des chômeurs, des malades et des personnes handicapées, que de sauver un système devenu lui-même *too big to fail*..

Dans cet étrange jeu de chaises musicales politique, la sociale-démocratie européenne offre peu de réelles alternatives crédibles, construites et soutenues par des alliances fortes. Certes, l'urgence du moment est à la relance de l'économie et à la préservation des emplois. Mais, à l'heure de la lutte contre le dérèglement climatique, n'y a-t-il pas d'autres choix que de remettre en selle un vieux modèle qui s'est avéré incapable de s'adapter aux enjeux sociaux et environnementaux ? Là se trouve sans doute l'une des grandes différences avec la Dépression des années 1930 : en plus d'une crise financière, économique et sociale, l'humanité doit affronter une crise climatique naissante dont les enjeux à long terme sont sans précédent.

6. « Reinventing the European left », *Financial Times*, 6 janvier 2009.

De quelques aspects environnementaux de la crise

L'enjeu climatique force donc les progressistes à s'interroger sur la manière de sortir de la crise. D'aucuns voient dans cette crise l'occasion d'une grande purge, permettant au système assaini et stabilisé de reprendre son cours, de recréer de la croissance et des emplois. D'autres voudraient ajouter à cette purge une réorientation de l'économie réelle, donnant naissance à un capitalisme vert, au nom des enjeux climatiques. D'autres enfin y voient l'effondrement d'un système et le début de son remplacement par un autre (mais lequel ?).

Pour survivre, l'humanité se trouve désormais dans l'obligation, inédite, de gérer son propre biotope et ses subtils équilibres. Ce changement radical de contexte est sans aucun doute l'enjeu politique majeur des prochaines années. Le problème est que si les contours d'un capitalisme vert sont aisément repérables (voitures « propres », économies d'énergie, etc.), il est nettement plus difficile de définir les contours d'un « nouveau modèle européen de développement durable ». Certes, on en voit l'esquisse : préservation et rétablissement de la qualité de l'environnement dans l'agriculture, l'industrie, les services. Mais est-ce réellement un « nouveau » modèle ou est-ce l'ancien verdi ? Autrement dit, s'orientent-elles vers des entreprises vertes ultracompetitives se battant pour des parts de marchés verts en pleine expansion et publiant sur papier glacé de beaux rapports sur le « développement durable » (à titre d'exemple, le premier *hedge fund* consacré à la spéculation sur le marché du carbone devait être lancé en janvier 2009 à Londres...) ? Ou bien s'agit-il de mettre fin à cette course en avant, même verte, au profit d'un développement centré sur la coopération – vs concurrence – et le long terme – vs profits immédiats –, sur la préservation de l'environnement au sens large et la promotion de la cohésion sociale ? Un développement qui se refléterait dans d'autres indicateurs que celui, étriqué, du PIB ? Les contours d'un tel modèle demeurent malheureusement flous, et les conditions de sa concrétisation ne semblent pas encore réunies (changements radicaux de paradigmes, d'indicateurs, alliances et consensus internationaux, etc.). Mais ne serait-ce pas là le chantier à ouvrir désormais ?

Tout comme la Grande Dépression avait permis d'injecter une dose de social dans le capitalisme des 30 ou 40 années qui l'ont suivie, la question aujourd'hui est de savoir si la récession dans laquelle entre le

monde en 2009 ne permettra que d'injecter une dose de vert dans le capitalisme des 30 ou 40 prochaines années. Ou bien si les acteurs politiques, économiques, sociaux, environnementaux seront en mesure d'édifier sur les ruines actuelles ce nouveau modèle européen de développement durable, crédible et construit.

Quoi qu'il en soit, l'Union européenne devra tirer la leçon que ce n'est plus la « croissance » économique qui, comme l'affirmait le rapport Kok de 2004, contribuera à l'environnement et au social. Mais c'est la lutte contre le changement climatique, la protection de l'environnement et la promotion de la cohésion sociale (santé, éducation, aide aux personnes, transport en commun, logement...) qui créeront à l'avenir de la « croissance », ou plutôt du développement durable⁷. Cette perspective nous éloigne d'un capitalisme vert qui tenterait de s'adapter aux nouvelles contraintes climatiques ; il s'agit plus largement de changer de paradigmes, de passer de la compétition à la coopération, de la croissance à court terme au développement à long terme⁸.

L'importance croissante des enjeux internationaux nous a amenés à consacrer la première partie de ce Bilan social à « L'Europe dans le monde ». Le contexte d'effondrement des certitudes de l'année 2008 nous a amenés à ouvrir le débat général, notamment via des contributions qui ne reflètent pas nécessairement l'opinion des éditeurs. Dans cette première partie, sont traités les thèmes suivants :

- la crise alimentaire mondiale à travers les politiques européennes (agriculture, commerce, développement), par Olivier De Schutter ;
- la crise financière internationale et la question des modes de répartition, par Jacques Sapir ;
- l'impact des politiques liées au changement climatique sur l'industrie automobile, par Patrick Loire et Jean-Jacques Paris.

7. Voir le rapport *Green Jobs - Towards Decent Work in a Sustainable, Low-Carbon World*, UNEP/ILO/IOE/ITUC, septembre 2008.

8. Pour une discussion de ces questions : voir Degryse, C. et Pochet, P. (2009), « Changer de paradigme : la justice sociale comme prérequis au développement durable » *Working Paper* 2009.02, ETUI, Bruxelles.

Dans une seconde partie, nous nous penchons plus particulièrement sur l'actualité sociale européenne en 2008, via les contributions suivantes :

- le nouvel agenda social et les directives temps de travail et travail intérimaire, par Philippe Pochet et Christophe Degryse ;
- les comités d'entreprise européens, par Romuald Jagodzinski ;
- le dialogue social interprofessionnel, par Isabelle Schömann ;
- le projet de directive Soins de santé, par Rita Baeten ;
- la question d'un tribunal social spécialisé au sein de la CJCE, par Marie-Ange Moreau ;
- la Cour de justice des Communautés européennes et les arrêts *Rüffert* et *Luxembourg*, par Dalila Ghailani.

Les deux principaux faits marquants de la politique sociale européenne en 2008 sont, d'une part, les évolutions de la jurisprudence de la CJCE dans une série d'affaires liées au détachement des travailleurs, de l'autre la relance d'un agenda social centré sur le législatif : directive sur le travail intérimaire, sur le temps de travail, sur les comités d'entreprise européens.

Les contributions de Marie-Ange Moreau et Dalila Ghailani portent sur les arrêts de la CJCE visant à définir l'équilibre entre libre prestation des services dans l'Union et protection des droits sociaux des travailleurs. Ces arrêts, fraîchement accueillis par le monde syndical national et européen, nous ont amenés à nous interroger : ne serait-il pas utile et pertinent de créer à l'échelon européen une sorte de tribunal du travail, comme il en existe différentes formes dans différents États membres, qui serait amené à juger spécifiquement le contentieux social ? Les obstacles sont nombreux, mais il semble en tout cas utile de « poursuivre la réflexion non seulement sur les implications procédurales liées à la spécialisation du droit social communautaire, mais aussi sur le mode de construction nécessaire à l'avenir à la dimension sociale de l'Union européenne », écrit Marie-Ange Moreau.

En ce qui concerne l'agenda social, l'année 2008 a vu principalement l'adoption de la directive sur le travail temporaire, l'accélération des négociations sur la directive « temps de travail » (lire Philippe Pochet et Christophe Degryse) et la révision de la directive sur les comités d'entreprise européens (lire Romuald Jagodzinski). La directive sur le travail intérimaire introduit le principe de l'égalité de traitement pour les travailleurs intérimaires dès le premier jour de leur embauche, avec des possibilités de dérogation limitées qui doivent impliquer les partenaires sociaux. La directive « temps de travail » a fait débat tout au long de l'année ; la limitation du temps de travail à 48 heures par semaine et la suppression de l'*opt-out* d'ici trois ans ont en particulier fait l'objet d'une controverse entre le Parlement européen et le Conseil. Il faudra attendre 2009 pour en connaître l'issue. Enfin, en ce qui concerne la révision de la directive sur les comités d'entreprise européens, un accord final est intervenu au Conseil le 17 décembre 2008. La nouvelle directive, qui remplace celle de 1994, sera d'application dans deux ans.

L'année 2008 voit également arriver à son terme le programme de travail (2006-2008) des partenaires sociaux interprofessionnels européens. C'est donc l'occasion d'en tirer le bilan (lire Isabelle Schömann). Pour clore ce tour d'horizon, il faut encore mentionner le projet de directive sur les soins de santé, qui fera débat tout au long de l'année 2009 (lire Rita Baeten).

En Europe, toujours en 2008, la vie politique nationale est marquée, en **Italie**, par la démission de M. Prodi en janvier. Des élections législatives anticipées sont convoquées les 13 et 14 avril. La coalition de gauche se rompt ; M. Silvio Berlusconi remporte le scrutin. Pour la première fois depuis la naissance de la République italienne, socialistes, communistes et Verts disparaissent du Parlement. À **Chypre**, les élections présidentielles se tiennent les 17 et 24 février, c'est le candidat communiste M. Demetris Christofias qui est élu, relançant les espoirs d'une solution négociée avec les Chypriotes turcs. En **Espagne**, le 9 mars, les socialistes de M. Zapatero remportent une courte victoire lors des élections législatives. À **Malte**, le 9 mars, le Parti nationaliste, au pouvoir depuis plus de vingt ans, remporte les élections législatives face au Parti travailliste. En **Autriche**, des élections législatives anticipées sont convoquées le 28 septembre. L'extrême droite remporte un succès historique ; après huit semaines de négociation, le parti

populaire et le parti social-démocrate parviennent à un accord sur la reconduction de la « grande coalition ». En **Lituanie**, des élections législatives se tiennent le 26 octobre et enregistrent une poussée des partis populistes. Le parti d'opposition conservateur d'Andrius Kubilius arrive en tête et est chargé de former le nouveau gouvernement. En **Roumanie**, aux élections législatives du 30 novembre, le parti social-démocrate sort gagnant des élections contre le Parti démocrate-libéral du président Trajan Basescu. Fin décembre, le nouveau premier ministre roumain, Emil Boc, dirige un gouvernement de centre-gauche.

Sur les six élections législatives, seules trois donnent lieu à une alternance (Italie, Lituanie, Roumanie), ce qui fait de l'année 2008 une année politique remarquablement stable dans une Europe à 27 (à l'exception notable de la Belgique qui, dans une interminable période d'instabilité, connaît trois changements de premier ministre sur l'année). L'équilibre des forces global au sein de l'UE demeure en faveur des libéraux et conservateurs : 18 gouvernements sur 27, soit les deux-tiers, sont à droite ou au centre-droit ; 9 sont à gauche ou au centre-gauche. Par ailleurs, les partis populistes continuent de progresser dans divers pays (Autriche, Lituanie, Belgique...).

Toutefois, l'élection la plus importante de cette année pour l'Europe aura sans conteste été l'élection présidentielle américaine. Une élection qui contraste fortement avec le paysage politique du « vieux continent » : taux records de participation électorale, en particulier au sein des minorités ethniques, renouvellement de la politique et, finalement, élection du premier « homme de couleur » à la fonction suprême, M. Barack Obama. « Qui aurait cru, écrit *Le Monde*, que le peuple américain oserait ce choix de liberté et de maturité, après avoir par deux fois élu le républicain texan George Bush ? »⁹.

Pour l'Union européenne, cette nouvelle présidence laisse percer l'espoir d'un renforcement de la coopération transatlantique dans une série de sujets chers à l'UE : lutte contre le réchauffement climatique, conflits et diplomatie au Proche et Moyen-Orient, relance économique, gouvernance financière, droits de l'homme (camp de Guantánamo Bay), etc. Les attentes sont fortes ; plusieurs observateurs prédisent qu'elles

9. *Le Monde*, 9 janvier 2009.

seront en partie déçues. Il n'en demeure pas moins qu'une congruence dans les agendas politiques des deux côtés de l'Atlantique ne peut que contribuer à renforcer tant les objectifs que les moyens pour les atteindre. En cela, l'élection de M. Barack Obama est une bonne nouvelle pour l'Union européenne.

Questions sociales nationales

Dans les États membres, les questions sociales ont été très présentes en 2008. Après la violence dans les banlieues françaises, c'est au Danemark qu'éclatent de violentes manifestations en février. Un mélange de discrimination, de désœuvrement et d'exclusion fait sortir les jeunes issus de l'immigration dans les rues de Copenhague. La contestation étudiante et lycéenne éclate également en Italie, contre le nouveau gouvernement de M. Berlusconi. En fin d'année, c'est en Grèce que la colère des jeunes s'exprimera aussi, durant de longs jours d'émeutes. La jeunesse européenne semble de plus en plus exprimer un malaise profond concernant l'enseignement, l'intégration sociale, l'avenir (chômage, précarité et bas salaires), les institutions, la politique, qui mériterait d'interroger nos sociétés. Quels projets nos sociétés ont-elles encore à lui offrir ?

L'année est également marquée par de nombreuses manifestations sociales pour le pouvoir d'achat (Belgique), contre l'augmentation des prix pétroliers (pêcheurs et routiers en France et en Italie), par une grève générale (Grèce), une grève des enseignants (Royaume-Uni), des revendications salariales dans les pays d'Europe centrale et orientale, la grogne des fonctionnaires en Allemagne... En Roumanie, les ouvriers de Dacia (filiale de Renault) ne veulent plus « être esclaves dans l'Union européenne »¹⁰ et obtiennent une hausse de leur salaire de base de 28 %. En Bulgarie, les enseignants mènent l'une des plus longues actions de protestation¹¹. Au Danemark, ce sont les puéricultrices, travailleurs de la santé et éducateurs qui mènent l'un des plus longs conflits sociaux dans le secteur public¹². En avril, quelque

10. *Le Monde*, 13 avril 2008.

11. <http://www.eurofound.europa.eu/eiro/2007/09/articles/bg0709039i.htm>.

12. <http://www.eurofound.europa.eu/eiro/2008/04/articles/dk0804029i.htm>.

35 000 syndicalistes venant de l'Europe entière répondent à l'appel de la Confédération européenne des syndicats (CES) et manifestent à Ljubljana (Slovénie) pour demander une hausse des salaires et du pouvoir d'achat et une répartition plus équitable des bénéfices. Plus de 50 organisations syndicales provenant d'une trentaine de pays y défilent.

Mais dans la seconde moitié de l'année, c'est la crainte du chômage qui commence à prédominer. En particulier au Royaume-Uni, en Irlande, en Espagne, on assiste à une très rapide détérioration de l'économie, et une augmentation du chômage. Entre août et octobre, le nombre de chômeurs britanniques augmente de 137 000, dont 40 % de jeunes. En Irlande, le chômage, inférieur à 5 % depuis 2001, atteint déjà 7,8 % fin novembre. En Espagne, selon les estimations gouvernementales de fin d'année, il devrait atteindre 12,5 % alors qu'il était tombé sous les 8 % en 2007. Rien qu'en octobre et novembre, le pays compte plus de 360 000 demandeurs d'emploi supplémentaires. Dès le mois d'août, Eurostat annonce la première hausse du chômage pour l'ensemble de la zone euro depuis quatre ans. Les indicateurs économiques plongent les uns après les autres. En octobre, le FMI est appelé à la rescousse par l'Islande, puis par l'Ukraine, puis par la Hongrie, puis par la Lettonie qui, après des années de croissance exceptionnelle, se voit contrainte de réduire d'environ 15 % les salaires des employés du secteur public, de geler les retraites et d'augmenter la TVA... En novembre, selon Eurostat, 17,466 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'Europe des 27, dont 12,180 millions dans la zone euro (soit un million de plus qu'en novembre 2007). Dans les premières semaines de 2009, la Grèce, puis l'Espagne, puis le Portugal étaient déclassés par la principale agence de notation financière. L'année 2009 s'ouvre, écrivions-nous, sur un champ de ruines...

Janvier 2009.